

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/3 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.3.63599

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

menace du «césarisme démocratique». Prisonnier de «l'idéologie de la voie allemande» et de l'étatisme traditionnel, il estime qu'il faut revitaliser le libéralisme d'avant 1871 qu'il oppose au libéralisme occidental, destructeur de l'État, seule autorité au-dessus des partis et des groupes d'intérêts. D'une manière générale, Gerhard Ritter est un parfait représentant de la tradition historiographique nationale, née dans le cercle des «Preußische Jahrbücher». Il est convaincu du primat de l'histoire politique et considère, même s'il prétend à l'objectivité, que l'histoire est toujours un élément de la conscience nationale. C'est un historien *allemand* qui se veut avant tout un éducateur politique.

Cornelißen s'appuie sur les publications de Ritter, sur son énorme correspondance, qui permet de le suivre pas à pas, et sur ses écrits non publiés, mais aussi sur les papiers de nombreux historiens, sur des fonds publics et sur la production historique de l'époque. Il confronte à chaque étape les conceptions de l'histoire de Ritter avec celles d'historiens contemporains, en particulier au travers d'«*Historikergespräche*», réels ou fictifs, avec quelques historiens significatifs. Au total, cette biographie très fouillée et très érudite, qui aurait sans doute gagné à plus de concision, est une contribution essentielle à l'histoire de l'historiographie nationale de l'Allemagne.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Silke SEEMANN, *Die politischen Säuberungen des Lehrkörpers der Freiburger Universität nach dem Ende des Zweiten Weltkrieges (1945–1957)*, Freiburg i. Br. (Rombach) 2002, 419 p.

Dans cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat présentée à l'Université de Fribourg en 2001, l'auteur mène une étude précise des conditions, processus et résultats de l'épuration du personnel enseignant à l'université de Fribourg, en zone française d'occupation. Elle traite donc des interactions entre occupants et occupés, de la manière dont les universitaires fribourgeois ont cherché à s'assurer une certaine liberté de manœuvre et des conflits qui purent en résulter. La particularité de l'Université de Fribourg était de compter en son sein un petit groupe de professeurs qui s'étaient engagés dans le mouvement de résistance conservatrice (von Dietze, Lampe, Ritter), avaient été arrêtés au lendemain de l'attentat du 20 juillet 1944 puis libérés par l'Armée rouge au printemps 1945. Ces trois représentants de la Résistance furent membres de la commission d'épuration de l'Université instaurée à l'été 1945 (*Reinigungskommission*); et se pose alors la question du comportement de ces universitaires résistants dans le processus d'épuration. L'auteur confirme que ces trois personnalités tentèrent plutôt de modérer le processus, au nom de la solidarité collégiale, de la solidarité «nationale» face à l'occupant, ruinant les espoirs français d'une auto-épuration efficace. L'intérêt de cette étude est de montrer combien cette Université qui longtemps s'était enorgueillie d'avoir été, par le truchement d'une poignée de professeurs, un des lieux de la Résistance, était en fait une université «nazifiée» dans la moyenne des universités allemandes, et qui, en 1945, pas plus que les autres, ne voulut faire face à son passé récent. Comme ailleurs, il n'y eut pas de réel renouvellement du corps enseignant, la volonté de réforme manqua, les continuités l'emportèrent.

Cet ouvrage, qui repose sur une bonne exploitation des archives disponibles, allemandes et françaises, pêche pourtant par bien des aspects: S. Seemann semble ignorer la production historiographique française sur l'occupation, ce qui l'amène à prétendre sans modestie être la première à avoir accédé ou découvert certaines sources (ce qu'infirmait une bibliographie à jour): on pense en particulier à l'exploitation des dossiers personnels des universitaires fribourgeois dans les archives françaises à Colmar – cf. les publications de Jacques Le Rider sur Heidegger dès 1988 et les miennes de 1999 (sur Heidegger) et 2000 –; les nombreux travaux de Jérôme Vaillant sur la politique culturelle française en Allemagne et ceux

de Christophe Baginski (politique religieuse et notamment, question des facultés de théologie) ne sont pas exploités, voire pas même cités dans la bibliographie. Dans la mise au point historiographique (*Forschungsstand*), Seemann dit appartenir à un troisième courant qui ferait la synthèse des deux précédents: le premier avait analysé la politique française d'occupation en termes d'exploitation et son volet culturel en termes de compensation (la thèse du revers de la médaille) – cf. les travaux de Theodor Eschenburg, Klaus-Dietmar Henke, Angelika Ruge-Schatz –; le deuxième, à la lumière des archives françaises ouvertes depuis 1986, avait révisé cette interprétation pour mettre en lumière les premiers éléments de rapprochement et de réconciliation de la politique française en Allemagne après 1945 (elle cite alors exclusivement les historiens sarrois Rainer Hudemann et Dietmar Hüser). Elle serait avec Peter Fassnacht¹ la représentante d'une troisième voie travaillant sur les interactions franco-allemandes pendant l'occupation, permettant de mettre en relief le «quotidien» de l'occupation, les conflits entre occupants et occupés, la misère et le désarroi de la population allemande dans l'après-guerre. Elle reproche aux historiens de Sarrebruck de s'être laissé emporter par une prise en compte trop exclusive des archives et du point de vue français qui les aurait conduits à privilégier une analyse des objectifs de la politique d'occupation aux dépens d'une étude des pratiques et des réalités. Relevons encore une fois à quel point Seemann ignore l'historiographie française totalement absente de son propos. Signalons ensuite que les travaux de la «deuxième vague» n'ont jamais passé sous silence les aspects répressifs ou conflictuels inhérents à une période d'occupation. Si la souffrance allemande fut indéniable au lendemain de la capitulation sans conditions, et qu'elle est aujourd'hui objet d'étude (on pense à l'ouvrage de Jörg Friedrich «Der Brand. Deutschland im Bombenkrieg 1940–1945» (Munich 2002), au dernier roman de Günther Grass, «Im Krebsgang» (Göttingen 2002) sur les naufragés du *Wilhelm Gustloff* en janvier 1945), il serait inadmissible de ne pas la replacer dans son contexte historique, de ne pas évoquer les souffrances naguère infligées par le Troisième Reich: certes, Seemann retrace la mise au pas de l'université de Fribourg en 1933, dénonce les enseignements dispensés très tôt à Fribourg par les «théoriciens de la race», mais on cherchera vainement une analyse de l'état d'esprit de l'occupant français qui venait de subir plus de quatre années d'occupation par la puissance nazie. Au sujet de l'épuration de la faculté de médecine, l'une des plus nazifiée de l'université de Fribourg, l'auteur en vient à parler du «bon coup» (*geschickter Schachzug*) que constitua l'élection de Janssen au rectorat, en raison de la grande «loyauté» qu'il devait témoigner à l'égard de sa faculté (p. 44)! Le philosophe de Heidelberg, Karl Jaspers, auteur de la «Culpabilité allemande», fut-il donc «déloyal» quand il prit position fin 1945, au nom de l'éthique, contre le maintien en fonction de Martin Heidegger?

Une autre faiblesse de cet ouvrage réside dans le manque de comparaison avec la pratique de l'occupation dans les autres zones. Ainsi, certains procédés, comme la participation des universitaires fribourgeois à l'épuration (auto-épuration), sont-ils présentés comme des phénomènes spécifiques à la zone française, alors que les Alliés britanniques et américains ont, eux aussi, impliqué les universitaires allemands dans la gestion de l'épuration et la remise en route des universités (on pense à la *Nachrichtenkommision* puis à la *Gutachtenkommission* à l'université de Bonn; au *University planning Committee* – le *Dreizehnerausschuß* – de l'université de Heidelberg). L'épuration à l'université de Fribourg, qualifiée exagérément de «débâcle» est-elle caractéristique de la situation fribourgeoise ou de la politique menée en zone française, ou bien reflète-t-elle l'échec général ou le caractère très superficiel de la dénazification (en l'occurrence dans les universités) pratiquée dans les trois zones occidentales? La conclusion de Seemann paraît pratiquement en contradiction avec son propos général: finalement, l'épuration aurait été ratée en raison de la faiblesse voire du laxisme de l'occupant: confier une partie (car, enfin, le gouvernement militaire français

1 Voir le compte rendu dans *Francia* 29/3 (2003) p. 301–302.

s'était gardé le droit de contrôle et le droit de veto!) de l'épuration aux universitaires allemands aurait été un tort et abandonner ce système initial de l'auto-épuration – qui selon Seemann avait failli – pour se rallier en 1947 au système des tribunaux allemands (*Spruchkammer*), instaurés par les Américains dans leur propre zone, aurait été un »renoncement équivalent à une capitulation« (p. 360): Avouons notre difficulté à suivre l'auteur ...

Corine DEFRAANCE, Paris

Claus-Dieter KROHN, Axel SCHILDT (Hg.), *Zwischen den Stühlen? Remigranten und Remigration in der deutschen Medienöffentlichkeit der Nachkriegszeit*, Hamburg (Hans Christians Verlag) 2002, 431 S. (HBSZ, Darstellungen, 39).

In den letzten zehn Jahren hat sich die Forschung verstärkt mit dem Thema Remigration beschäftigt, häufig als Erweiterung der Exilforschung. So fand im Rahmen einer Veranstaltungsreihe, organisiert von der Forschungsstelle für Zeitgeschichte Hamburg in Zusammenarbeit mit der Herbert und Elsbeth Weichmann Stiftung, im Herbst 2001 ein Kolloquium statt, dessen Beiträge nun in einem Sammelband vorliegen. Wie die Herausgeber einleitend betonen, ist weder das Thema Remigration noch die Geschichte von Medien und Öffentlichkeit bisher ausreichend erforscht, worauf auch die Referenten immer wieder hinweisen. Für verallgemeinernde und verbindliche Aussagen oder abschließende Bewertungen sei es noch zu früh.

Der Frage, welchen Einfluß die Rückkehrer aus der Emigration auf die Entwicklung der Medien im Nachkriegsdeutschland hatten bzw. in der Medienöffentlichkeit dieser Zeit, sind 17 Forscher (Historiker, Soziologen, Medienwissenschaftler) nachgegangen, deren Beiträge drei thematischen Schwerpunkten zugeordnet wurden. Einleitend beschreibt Paul Otto VOGEL in einem persönlichen Bericht, was er als Kriegsheimkehrer und junger Journalist von den Remigranten wahrgenommen habe. Daß sie jedoch für seine berufliche Entwicklung eine entscheidende Rolle gespielt haben, daran erinnert er sich nicht.

Im ersten Teil wird die Medienpolitik der Alliierten in den vier Zonen untersucht. In der amerikanischen Zone (Jessica C. E. GIENOW-HECHT) war man anfangs auf die Hilfe der Remigranten angewiesen, da es den Berufssoldaten zumeist an sprachlichen und intellektuellen Voraussetzungen fehlte, um das Reeducationprogramm umzusetzen. Zu viel Einfluß und eine relative Unabhängigkeit der Rückkehrer beim Aufbau des Pressewesens – und nur um die Druckmedien geht es in diesem Beitrag – führten langfristig zu unüberbrückbaren Konflikten mit den Presseoffizieren. Dies wird am Beispiel der »Neuen Zeitung« illustriert, die ab Herbst 1945 als »Sprachrohr« der US-Regierung erschien, aber von Remigranten geleitet und redigiert wurde. Letztere sahen sich wegen ihrer pressepolitischen Vorstellungen zunehmend der Kritik der Militärregierung ausgesetzt, aber auch der Kritik der amerikanischen und deutschen Öffentlichkeit. In der Britischen Zone (Gabriele CLEMENS) gab es von Anfang an starke Vorbehalte den Remigranten gegenüber. Man hielt sie nicht für geeignet, die Umgestaltung in Deutschland nach britischen Vorstellungen umzusetzen. Da es in Deutschland jedoch an politisch unbelasteten und fachlich geeigneten Persönlichkeiten fehlte, war man dennoch auf ihre Mitarbeit angewiesen, was für die Öffentlichkeit jedoch nicht sichtbar werden sollte. Der Beitrag umfaßt die Rolle der Remigranten in Presse, Rundfunk, Theater und Film. In die französische Zone (Edgar WOLFRUM) wollten vergleichsweise wenige Journalisten und Publizisten, es war das »unbeliebteste Rückkehrgebiet« für diese Berufsgruppe, obwohl doch andererseits einer der berühmtesten Remigranten, Alfred Döblin, dort einen Posten in der Besatzungsverwaltung hatte. Aber auch Döblin hatte keinen entscheidenden Einfluß beim Wiederaufbau, man begegnete ihm wie den anderen Remigranten mit Vorbehalt. Die französische Besatzungsmacht zeigte wenig Interesse daran, Remigranten im Medienbereich einzusetzen und brauchte sie auch nicht als